

Esther Benbassa* « La compassion sert de politique »

Comment combattre les discriminations sans instaurer la concurrence des mémoires? Point de vue sur une politique en manque d'idées novatrices.

Quelle est votre lecture du débat sur le passé esclavagiste et colonial de la France?

Esther Benbassa. Hormis la loi Taubira qui fait de l'esclavage un crime contre l'humanité mais dont on ne parlait plus, le point de départ a été la loi du 23 février 2005 dont l'article 4 demandait d'enseigner le côté positif de la colonisation, notamment en Afrique du Nord. Quelques mois plus tard, à la suite de la pétition des historiens contestant cet article, le débat s'est répandu sur la place publique. On se serait attendu, à ce moment-là, à une réaction des associations arabo-musulmanes pour faire entendre les méfaits de cette colonisation et faire porter le débat sur la décolonisation et le post-colonialisme. Mais rien de tout cela ne s'est passé parce que les Arabo-musulmans sont ramenés au religieux. Ils sont vus comme musulmans = islamistes = fondamentalistes = terroristes, surtout depuis le 11 Septembre. A cela s'ajoute qu'eux-mêmes se sont installés dans cette relégation, à travers le CFCM (Conseil français du culte musulman). Du coup, on s'est reporté assez vite sur l'esclavage. Les politiques ont préféré accepter une journée de commémoration sur l'esclavage, car ce sujet gêne moins, plutôt que sur la colonisation. Un choix qui instaure inévitablement une concurrence entre les victimes.

Pourquoi inévitablement ?

E.B. La souffrance est devenue l'échelle de Richter pour obtenir des droits. Et comme tout le monde ne peut pas occuper la même place sur l'échiquier des droits et qu'il est difficile de mesurer la souffrance, la concurrence s'instaure d'elle-même, d'autant que les revendications ne sont pas satisfaites au même degré. Nous avons bien vu cela avec l'octroi des journées de commémoration aux uns et pas aux autres. Les Français issus des DOM-TOM, grâce à leur ancienneté sur le terri-

toire national, ont une certaine familiarité avec l'appareil politique. Ce qui leur a permis de se positionner plus aisément. Nous sommes dans un pays pluriel dont la politique n'est pas pluraliste. Du coup ceux qui veulent que leur mémoire blessée soit reconnue et qui souhaitent combattre les discriminations par eux-mêmes se politisent, acte légitime en soi. Mais il n'est pas donné à tout le monde de s'organiser de la sorte. Vous l'avez vu avec les Arabo-musulmans: les Indigènes de la République sont tellement divisés entre eux qu'ils ne réussissent pas à se placer dans l'arène politique. Les Noirs, en revanche, se sont organisés sur le modèle du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France). Au CRAN (Conseil représentatif des associations noires), il y a un peu de tout mais on a vu que les représentants sont universitaires, philosophes, pharmaciens... Le zèle de la revendication mémorielle peut se révéler problématique dans l'avenir parce que l'on tombe très rapidement dans la tyrannie qu'exercent ces mémoires pour décider de ce qu'il convient de dire ou pas, faire ou pas. Et si l'on n'est pas d'accord, ce sont des chantages affectifs, des intimidations, des procès... L'autre problème, c'est qu'aujourd'hui les gouvernants et aussi les partis politiques sont quasi exsangues. Ils n'ont ni idées novatrices ni programmes à offrir aux Français en général et aux minorités

visibles en particulier. Alors au lieu de combattre concrètement les discriminations, ils dispensent de la compassion.

Ne pensez-vous que les Indigènes de la République n'ont pas réussi à s'inscrire dans l'échiquier politique parce qu'ils ont osé critiquer leurs traditionnels alliés de gauche ?

E.B. Dans le colonialisme on ne peut pas dire que les uns aient été meilleurs que les autres. La gauche n'a pas fait le bilan sur les années coloniales parce qu'elle se considère souvent comme figure de proue de toutes les luttes. Du coup, pour la gauche aussi, c'était beaucoup plus facile de ne pas s'attarder trop sur la question du colonialisme susceptible de lui faire perdre des voix, et de se rallier à celle de l'esclavage. Quand vous parlez à un Français de souche de l'esclavage, il ne se sent pas du tout concerné par cette affaire. On entend: « *Oui bon, mais il y avait des esclavagistes noirs, musulmans...* », ce qui n'est pas faux non plus. Et puis il y a le mythe du bon Noir qui meuble les imaginaires face à l'Arabe réputé cruel et qui rappelle la décolonisation, le retour en métropole dans la colère. Tout cela est dilué dans un magma d'ignorance et de ressentiment. Plus les Indigènes de la République cultivent la radicalité dans leur propos et plus ils font faire l'impasse sur leurs idées, dont certaines appellent à une vraie réflexion. De surcroît, leur Appel souffrait de l'absence de revendications précises couplées à un agenda. ■ RECUEILLI PAR S.K.

***ESTHER BENBASSA** EST DIRECTRICE D'ÉTUDES À L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES À LA SORBONNE, SPÉCIALISÉE DES MINORITÉS. ELLE A ORGANISÉ, AVEC J.-C. ATTIAS, LE PARI(S) DU VIVRE-ENSEMBLE (19-26 MARS). UNE SEMAINE DE DÉBATS SUR LES DISCRIMINATIONS.